

MAZARS

Attestation de conformité des états de revenus et coûts réglementaires 2016 d'Orange SA établis dans le cadre de ses obligations découlant de son influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel mobiles (voix et SMS)

61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS - LA DEFENSE CEDEX
TEL : +33 (0)1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0)1 49 97 60 01 - www.mazars.fr

MAZARS

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153 - SIRET : 784 824 153 00232 - APE 6920Z
SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 07 784 824 153



Attestation de conformité des états de revenus et de coûts réglementaires d'Orange SA établis dans le cadre de ses obligations découlant de son influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel mobiles (voix et SMS)

Orange SA

Etats réglementaires de revenus et coûts 2016 établis par Orange SA dans le cadre de ses obligations découlant de son influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel mobiles (voix et SMS)

En notre qualité d'auditeur indépendant et en exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) dans le cadre de l'audit des comptes réglementaires 2016 d'Orange, nous présentons ci-après notre attestation de conformité des états réglementaires de coûts et de revenus relatifs à l'année 2016.

Ces états réglementaires de coûts et de revenus 2016, dont la liste est fixée par les annexes G, H, I, J, K et L de la décision 13-0520 du 16 mai 2013 de l'ARCEP, comprennent l'ensemble des éléments suivants, joints en annexe à la présente attestation de conformité :

- Fiche Patrimoine : restitution des investissements, base des immobilisations et patrimoine brut par âge de mise en service
- Fiche 1 : état de restitution des coûts totaux de l'activité mobile de l'opérateur (périmètres voix - sms - data - bouclage)
- Fiche 4 : état de restitution des revenus de l'activité mobile de l'opérateur (périmètres voix - sms - data - bouclage)
- Fiche 5 : état de restitution des volumes de l'activité mobile de l'opérateur (périmètres voix - sms - data - bouclage)
- Fiche B autres : état de restitution des coûts et des revenus des autres activités de l'opérateur (hors mobile)

Les états de revenus et de coûts réglementaires 2016, communiqués à l'ARCEP et annexés à la présente attestation, ont été établis sous la responsabilité d'Orange, sur la base des différents textes législatifs et réglementaires indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 25 mars 2014, et qui constitue le référentiel applicable.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion sur la conformité de ces états de revenus et coûts à ce référentiel.

I. Nature et étendue des travaux

Les états réglementaires de revenus et coûts établis par Orange dans le cadre de ses obligations réglementaires sont issus d'un modèle informatisé, alimenté à partir des données de la comptabilité analytique d'Orange, elle-même établie à partir de la comptabilité générale individuelle d'Orange.

Les comptes individuels d'Orange relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, établis sur la base de la comptabilité générale individuelle susmentionnée, ont fait l'objet d'un audit de la part des commissaires aux comptes de l'Opérateur et ont été certifiés sans réserve et sans observation.

Orange SA

Etats réglementaires de revenus et coûts 2016 établis par Orange SA dans le cadre de ses obligations découlant de son influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel mobiles (voix et SMS)

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires, au regard des normes professionnelles applicables en France à cette mission, en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états réglementaires de revenus et de coûts 2016 ont été établis dans tous leurs aspects significatifs conformément aux règles et modalités d'établissement des comptes réglementaires et ne comportent pas d'anomalies significatives.

Nos contrôles ont porté sur :

- Le rapprochement global entre la comptabilité générale et l'assiette réglementaire ;
- le respect des règles d'allocation des coûts et des recettes définies par la décision n°13-0520, d'une part, et d'autre part la pertinence des règles d'allocation des coûts et des recettes choisies lorsque celles-ci n'étaient pas précisées par cette décision ;
- la complétude du système de calcul des revenus et coûts de revient 2016 utilisé pour produire les états réglementaires 2016 ;
- la conformité des données chiffrées, ainsi que des principes et modalités d'élaboration des comptes individualisés, avec l'ensemble du contexte réglementaire et des principes comptables généralement admis ;
- la cohérence des différentes fiches de restitution avec ces données chiffrées.

Les diligences mises en œuvre ont notamment consisté à :

- apprécier la justification économique et la conformité, par rapport aux prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 25 mars 2014, des options de répartition sur les produits et services des charges préalablement identifiées en comptabilité, ainsi que celle des retraitements opérés sur la comptabilité générale d'Orange ;
- nous assurer par sondages de la conformité du système de calcul des coûts de revient avec les spécifications mentionnées dans ces textes.

Ils n'avaient pas pour objet l'évaluation approfondie du contrôle interne relatif aux systèmes de comptabilité analytique et états de gestion en dérivant, ou encore des systèmes métiers utilisés dans le cadre de la détermination des affectations de coûts, à savoir l'évaluation des contrôles sur la préparation et la saisie des données, des contrôles sur les traitements, des contrôles destinés à s'assurer de l'intégrité, de l'exactitude et de l'autorisation des opérations à enregistrer, le

maintien du chemin de révision (ou système de référence), la qualité de la documentation, les modifications intervenues d'un exercice à l'autre dans les programmes, notamment pour les méthodes d'enregistrement et d'évaluation.

Orange SA

*Etats réglementaires de
revenus et coûts 2016
établis par Orange SA
dans le cadre de ses
obligations découlant de
son influence significative
sur les marchés de gros de
la terminaison d'appel
mobiles (voix et SMS)*

Nous estimons que nos travaux constituent une base raisonnable à l'expression de notre conclusion.

II. Appréciation de la conformité des états de revenus et coûts réglementaires 2016

Sur la base de nos travaux, nous concluons que les états de revenus et coûts pour l'année 2016 sont, dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux règles et modalités d'établissement des comptes réglementaires.

III. Observations formulées

Sans remettre en cause les conclusions exprimées ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Orange utilise une structure de modèle identique pour établir des restitutions relatives aux décisions n°13-0520 et n°06-1007. Il est rappelé que l'attestation de conformité du système de comptabilisation des coûts et des comptes séparés 2016 d'Orange ne comporte pas de réserve et comporte cinq observations relatives au système de comptabilisation des coûts ;
- Les actifs de l'activité fixe utilisés pour l'activité Mobile, notamment des actifs de boucle locale fixe, ont été modélisés selon les décisions n°06-1007 et n°12-0007 ;
- Depuis l'année 2015, la fiche n°4 ne distingue plus la répartition des revenus entre les différents comptes mobiles (voix, SMS, Data). Selon Orange, le fort développement des offres convergentes, désormais prédominantes, ne permet plus d'apporter ce degré de précision de façon pertinente.

Fait à Paris La Défense, le 11 avril 2018

MAZARS



Laurent INARD
